

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative  
BP1708  
65017 Tarbes

Tarbes, le 13/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DELILE ET FILS**

ZI

Route de Nérac  
32100 Condom

Références : 2025-0128-dp  
Code AIOT : 0006806918

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement DELILE ET FILS implanté ROUTE DE L'ARCON 32000 AUCH. L'inspection a été annoncée le 11/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 relative aux véhicules hors d'usage (VHU).

Les thèmes "risque foudre", "gestion des effluents" et "traçabilité des déchets" ont par ailleurs été abordés en séance.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DELILE ET FILS
- ROUTE DE L'ARCON 32000 AUCH
- Code AIOT : 0006806918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Delile et Fils (dont le siège social est implanté à la ZI, Route de Nérac sur la commune de 32100 CONDOM), située route d'Arçon, sur la commune d'AUCH, est spécialisée dans la collecte et l'entreposage de déchets dangereux et non dangereux. Son activité est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 octobre 2009 modifié, et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 14 octobre 2015 et du 11 janvier 2021.

Les installations sont également soumises aux arrêtés ministériels de prescriptions générales en vigueur au titre des rubriques 2791-1 (régime Autorisation), 2710-1-a (régime Autorisation), 2712-1 (régime Enregistrement), 2713-1 (régime Enregistrement), 2714-1 (régime Enregistrement) et 2710-2-b (régime Déclaration).

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Demande d'action corrective	1 mois
4	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Autosurveillance	AP Complémentaire du 14/10/2015, article 6.7	Demande d'action corrective	1 mois
9	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 14/10/2015, article 8.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Parcellaire	AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.1	Demande d'action corrective	1 mois
11	Emprise ICPE	AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.1	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet
7	Effluents	AP Complémentaire du 14/10/2015, article 6.6	Sans objet
8	Rejets effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités mineures ont été relevées par l'inspection. Celles-ci concernent:

- la traçabilité des déchets au regard de l'incomplétude des registres des déchets entrants et sortants et des bordereaux de suivi de déchets,
- la fréquence de surveillance des eaux et la télédéclaration des résultats de l'autosurveillance des eaux,
- l'absence d'analyse du dispositif de protection foudre.

L'exploitant doit par ailleurs respecter les dispositions réglementaires dédiées au stockage de bennes vides sur les parcelles numéros 109 et 110 section CC.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Obligation de contractualisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 07 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le contrat avec "Recycler mon véhicule", éco-organisme agréé, signé le 14 février 2025. En séance, l'exploitant précise que le contrat est reconductible tacitement annuellement.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 2 : Obligation de reprise sans frais**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leurs sont remis ou cédés par leurs détenteurs, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite, l'inspection constate de la réception sans frais des véhicules hors d'usage (VHU) sur le site.</p> <p>L'inspection a procédé au contrôle aléatoire des documents associés à la réception d'un VHU, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• carte grise annulée,</li> <li>• certificat de cession d'un véhicule d'occasion,</li> <li>• certificat de situation administrative détaillé,</li> <li>• certificat de cession d'un véhicule d'occasion,</li> <li>• certificat de destruction d'un véhicule,</li> <li>• récépissé de déclaration d'achat pour destruction,</li> <li>• facture d'achat du véhicule par le centre de VHU Delile et Fils.</li> </ul> <p>Ces derniers n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 3 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>(...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en</p>

application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

**Constats :**

En séance, l'Inspection constate de l'absence de certains bordereaux de suivi de déchets (BSD) pour quelques déchets dangereux (VHU hors particuliers, batteries,...).

L'exploitant déclare que la saisie incomplète de Trackdéchets est due à l'utilisation du logiciel interne nommé "Nessy". En effet, aucun lien informatique n'est créé entre les deux, l'exploitant doit ressaisir les informations dans Trackdéchets.

Par courriel du 16 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection la procédure permettant de mettre en place une correspondance automatique entre Nessy et Trackdéchets et déclare que "le paramétrage des "tiers" est opérationnel pour permettre le lien entre Trackdéchets et le logiciel Nessy." Ceci devrait permettre l'exhaustivité des BSD dans l'application Trackdéchets.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois, s'assurer de l'exhaustivité de la création de BSD pour chaque déchet dangereux (hors les VHU apportés par les particuliers).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Traçabilité des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Registre des déchets entrants

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
  - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
  - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
  - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;d)
- Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
  - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
  - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

Par courriel du 07 avril 2025, l'exploitant transmet son registre des déchets entrants à l'Inspection.

Celui-ci couvre la période de mai 2024 à décembre 2024. L'exploitant justifie en séance la date du début de ce registre par le rachat de la société Delile et Fils par le groupe Sirmet intervenu en mai 2024. Il déclare par ailleurs posséder l'historique antérieur à cette date.

L'Inspection constate l'incomplétude du registre entrant par l'absence des informations suivantes :

- code déchets pour le bois,
- des codes de types de traitement pour plusieurs lignes,
- des numéros BSD et leur référence BSD,
- le numéro des BSD Trackdéchets.

Par ailleurs, des quantités négatives sont également constatés dans le fichier. L'exploitant justifie que cela provient de "bug" informatique.

Par courriel du 16 avril 2025, l'exploitant déclare que :

- les rectifications ont été réalisées pour que les codes déchets et les types de traitement s'implémentent automatiquement,
- le problème informatique qui affichait des quantités négatives a été résolu,
- la passerelle automatique entre NESSY (logiciel utilisé par l'exploitant) et Trackdéchets est opérationnelle

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois, procéder à la complétude de son registre de déchets entrants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registre des déchets sortants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <p>- la date de l'expédition du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <p>- la dénomination usuelle du déchet ;  - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;  - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;  - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;  - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;  - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</p> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <p>- l'adresse de l'établissement ;  - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</p> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <p>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un</p>



éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

Par courriel du 07 avril 2025, l'exploitant transmet son registre des déchets sortants à l'Inspection. Celui-ci couvre également la période de mai 2024 à décembre 2024, en lien avec le rachat de la société Delile et Fils par le groupe Sirmet en mai 2024.

L'Inspection constate l'incomplétude du registre sortant par l'absence des informations suivantes :

- code déchets pour le bois et pour les MAF fines,
- des codes de types de traitement pour plusieurs lignes,
- des numéros BSD et leur référence BSD,
- le numéro des BSD Trackdéchets.

Par courriel du 16 avril 2025, l'exploitant déclare les mêmes actions correctives que celles précisées dans le point de contrôle précédent.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois, procéder à la complétude de son registre de déchets sortants.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/10/2015, article 6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Télédéclaration autosurveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle. Si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieures aux valeurs mentionnées à l'article 6,6 du présent arrêté, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle, si un résultat d'une analyse est supérieur à l'un des paramètres visés à l'article 6.6, la fréquence des prélèvements devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus. [...] Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes) au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection constate l'absence des résultats d'autosurveillance des eaux superficielles et souterraines déclarés sous l'interface GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes).</p> <p>L'exploitant présente en séance les deux derniers rapports d'analyses de ses eaux superficielles et de ses eaux souterraines réalisés par Eurofins, ceux-ci sont datés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les eaux superficielles : du 16/01/2024 (prélèvements du 21/12/2023) et du 13/01/2025 (prélèvements le 17/12/2024)</li> <li>• pour les eaux souterraines : du 05/04/2024 (prélèvements le 12/03/2024) et du 10/12/2024 (prélèvements le 03/12/2024).</li> </ul> <p>L'Inspection constate que la fréquence d'analyse semestrielle n'est pas respectée.</p> <p>Par courriel du 16 avril 2025, l'exploitant indique qu'une analyse des eaux pluviales était prévue au premier semestre 2024 mais n'a pas été réalisée pour des raisons de changement de groupe (rachat de l'entreprise).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• respecter la surveillance semestrielle des eaux (ou annuelle si l'exploitant le demande sur la justification de la conformité des analyses sur 12 mois consécutifs),</li> <li>• télédéclarer ses dernières analyses des eaux superficielles et souterraines sur GIDAF et s'assurer de la télédéclaration des résultats d'analyse au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/10/2015, article 6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prescriptions techniques du présent article se substituent à celles de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 octobre 2009. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration visées ci-dessous :</p> <p>Paramètres Valeurs limites de rejet</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pH: 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline),</li> <li>• Température &lt; 30 °C</li> <li>• Matières en suspension (MES) : 35 mg/l,</li> <li>• DCO : 125 mg/l,</li> <li>• DBO5 : 30 mg/l,</li> <li>• IChrome hexavalent : 0,1 mg/l,</li> <li>• Plomb : 0,5 mg/l,</li> <li>• Hydrocarbures totaux : 5 mg/l,</li> <li>• Métaux totaux (1) : 15 mg/l,</li> <li>• Cyanures totaux : 0,1 mg/l,</li> <li>• Indice Phénols : 0,3 mg/l(1).</li> <li>• Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau et aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente en séance les deux derniers rapports d'analyses des eaux superficielles, prélevées respectivement les 21/12/2023 et le 13/01/2025 par le laboratoire Eurofins.</p> <p>L'Inspection constate le respect des valeurs limites pour l'ensemble des paramètres.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Rejets effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dispositif de traitement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b>

<p>La société Weill a procédé à l'entretien du séparateur à hydrocarbures les 15/05/2024 et le 04/03/2025. Par courriel du 07 avril 2025, l'exploitant transmet à l'Inspection les deux BSD correspondants;</p> <p>Le BSD du 15/05/2024 indique le site de Delile et fils de Condom. Il est néanmoins associé à une lettre du 14/02/2025 rédigée par l'entreprise Weill, attestant d'une erreur de leur part dans le renseignement du numéro SIRET du site et confirmant l'opération de vidange sur le site route de l'Arçon à Auch.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier en séance de l'attestation de conformité.</p> <p>Par courriel du 16 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection la fiche technique du séparateur à hydrocarbures justifiant des critères de conception définis par la norme européenne NF EN858-1 et NF EN858-2.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Protection contre la foudre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/10/2015, article 8.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse risque foudre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Elle identifie les équipements et installations pour lesquels une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305 2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 07 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le devis signé par la société Socotec du 07/04/2025 pour la réalisation d'une analyse risque foudre. Un mail présenté en séance à l'Inspection atteste de leur intervention le 08/04/2025. L'exploitant justifie être en attente du rapport.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, transmettre l'Analyse Risque Foudre à l'Inspection, et ses propositions de mise en conformité si nécessaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 3 mois

**N° 10 : Parcellaire**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Utilisation parcelles

**Prescription contrôlée :**

[...] Les parcelles n° 109 et 110 sont uniquement dédiées à l'entreposage des bennes vides. Aucune activité d'entreposage, de transit ou de tri de déchets n'est autorisée sur ces parcelles.

**Constats :**

L'Inspection constate la présence de trois bennes de stockage accueillant des déchets de ferraille sur les parcelles 109 et 110 section CC.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois, évacuer les déchets stockés dans les bennes situées sur les parcelles 109 et 110 et garantir du stockage exclusif de bennes vides sur ces dernières.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 11 : Emprise ICPE**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Activité hors site

**Prescription contrôlée :**

Le tableau de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 octobre 2009 relatif au parcellaire cadastral du site est remplacé par le tableau du présent article.

Commune	N°parcelles	Section	Lieu-dit	Superficie (m <sup>2</sup> )
Auch	312	D	A la Bourdasse	2058
Auch	650	D	R o u t e d e l ' A r ç o n	22032
Auch	653	D	A la Bourdasse	340
Auch	655	D	A la Bourdasse	205
Auch	746	D	R o u t e d e l ' A r ç o n	1744

Auch	109	CC	A la Bourdasse	610
Auch	110	CC	A la Bourdasse	1310

[...]

#### Constats :

Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de VHU stockés sur la parcelle 745. Celle-ci ne fait pas partie intégrante de l'emprise des installations classées du site. L'exploitant déclare que leur présence est temporaire en attente de documents d'assurance.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois :

- s'assurer que l'ensemble des installations liées à son activité est localisé sur le périmètre autorisé ;
- régulariser le stockage des VHU sur la parcelle 745, soit en procédant à leur évacuation, soit en déposant un dossier de porter à connaissance auprès de Monsieur le Préfet du Gers demandant l'extension de l'emprise des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois